



UNION EUROPÉENNE

FONDS EUROPÉEN AGRICOLE
POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE LA VIENNE

Direction départementale des territoires
de la Vienne

Mesure agro-environnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure
« Création d'une prairie favorable à l'alimentation de l'avifaune »
PC-MOUL-HE02
du territoire « Moulière »
Campagne 2015

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

L'objectif de cette opération est de remplacer des grandes cultures par des couverts herbacés favorables à l'alimentation de l'avifaune d'intérêt européen : pie-grièche écorcheur, busard cendré, busard Saint-Martin, œdicnème criard, milan noir, circaète Jean-le-Blanc et bondrée apivore. L'absence de fertilisation azotée (hors apport par pâturage) favorise l'augmentation de la biodiversité floristique et du coup permet la préservation de l'équilibre écologique et la disponibilité en insectes proies.

Cette mesure permet aussi de consolider et restaurer la trame verte des milieux en herbe. Elle est également favorable au développement des insectes pollinisateurs et auxiliaires de cultures.

Il s'agit ainsi de créer ce type de couvert sur des surfaces supplémentaires par rapport aux couverts exigés dans le cadre de la conditionnalité (bonnes conditions agricoles et environnementales), du verdissement et des bandes enherbées rendues obligatoires, le cas échéant, dans le cadre des programmes d'action en application de la directive Nitrates.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 164,63 € par hectare engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

Le montant de votre engagement est éligible dans la limite du montant plafond par exploitation et par année fixé au niveau régional.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non-respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

En plus des conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020, vous devez réaliser un diagnostic individuel d'exploitation/parcellaire avant le dépôt de votre demande d'engagement.

Contactez l'opérateur, la Chambre d'agriculture de la Vienne (05.49.44.74.07) ou la LPO Vienne (06.72.46.96.58 ou 05.49.88.55.22).

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

Éligibilité des surfaces :

Seules peuvent être engagées dans cette mesure les terres arables (sauf les prairies temporaires de plus de deux ans et les surfaces en jachères), ou les surfaces qui étaient engagées dans une MAE, rémunérant la présence d'un couvert spécifique favorable à l'environnement, lors de la campagne PAC précédant la demande d'engagement.

Obligation d'absence totale de fertilisation azotée, minérale et organique, pendant les 5 ans de l'engagement (hors apport par pâturage).

La taille minimale ou maximale des parcelles :

La surface engagée doit avoir une largeur minimale de 10 m. Dans le cas de parcelles ou de partie de parcelles finissant en pointe c'est la largeur moyenne qui sera prise en compte.

Lien avec les surfaces d'intérêt écologique (SIE) et les bandes enherbées obligatoires :

Seules sont éligibles les surfaces au-delà de celles comptabilisées au titre des 5 % des terres arables en surface d'intérêt environnemental dans le cadre du verdissement et, le cas échéant, de celles des bandes enherbées rendues obligatoires dans le cadre des programmes d'action en application de la Directive Nitrates.

Une fois le couvert implanté, le couvert devra être déclaré en prairies temporaires ou permanentes.

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Des critères de sélection permettent de prioriser les demandes au regard des capacités financières d'aide.

La première priorisation tient dans le choix des limites du territoire comprenant une SAU éligible réduite aux zones agricoles périphériques au massif forestier de Moulière.

La seconde priorisation est effectuée au sein même de chaque dossier candidat à une échelle plus fine que celle du territoire MAEC. L'expertise environnementale s'attache à vérifier le potentiel de chacune des parcelles ou parties de parcelles proposées par l'exploitant. Ainsi la proximité au bâti, ainsi que l'enclavement entre des zones bâties sont des critères plutôt négatifs. L'assolement présent sur le secteur est également pris en ligne de compte, notamment le manque de surfaces en herbe.

1. Enfin, l'inclusion des parcelles dans la ZPS ainsi que le fait de renouveler un engagement MAET sont deux facteurs positifs de priorisation finale si cela s'avère nécessaire.

5. LE CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE ET LE REGIME DE CONTROLE ET DE SANCTIONS

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès le 15 juin de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).

Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.

Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « PC_MOUL_HE02 » sont décrites dans le tableau ci-dessous.

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive). Dans ce cas, les demandes de versements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).

Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Étendue de l'anomalie
Mettre en place le couvert sur les surfaces identifiées lors du diagnostic.	Sur place : visuel et documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles	Définitif	Principale	Totale
Respecter les couverts autorisés : semis peu dense (~12 kg/ha) de graminées (ray-grass anglais, fétuque élevée ou dactyle) et/ou légumineuses (luzerne, trèfles, sainfoin, lotier...).	Sur place : visuel et documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles	Réversible	Principale	Totale
Si la parcelle était déjà engagée dans une MAE rémunérant la présence d'un couvert favorable à l'environnement : maintien du couvert existant ou, si nécessaire, sur-semis début septembre.					
Maintenir le couvert herbacé pérenne et sa localisation initiale.	Sur place : visuel		Définitif	Principale	Totale
Le couvert devra être implanté sur les surfaces engagées : -à la date d'engagement, c'est-à-dire au 15 juin de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour les parcelles de terres labourables implantées en cultures de printemps au titre de la campagne du dépôt de la demande ; - à titre dérogatoire : au plus tard le 20 septembre de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour les parcelles de terre labourables implantées en cultures d'hiver au titre de la campagne du dépôt de la demande.					
Respecter une largeur minimale de 10 mètres du couvert herbacé pérenne	Sur place		Définitif	Principale	Totale

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Étendue de l'anomalie
Respecter l'absence totale d'apport de fertilisants azotés minéraux et organiques (y compris compost et hors apports éventuels par pâturage)	Sur place : documentaire et visuel (absence de traces d'épandage)	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale
Enregistrer les interventions	Sur place : documentaire	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements y compris pour la fertilisation	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale
Respecter l'interdiction de retournement des surfaces engagées	Administratif et sur place : visuel	Automatique d'après la déclaration de surfaces et contrôle visuel du couvert	Définitif	Principale	Totale
Respecter l'interdiction d'utilisation de produits phytosanitaires sur les surfaces engagées, sauf traitements localisés	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Définitif	Principale	Totale

ATTENTION : La tenue du **cahier d'enregistrement des interventions** constitue une pièce indispensable du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller **jusqu'au remboursement total de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des valeurs nulles.**

Enregistrement pour chacune des interventions sur des éléments engagés :

Le cahier d'enregistrement des interventions devra porter à minima, pour chacune des parcelles engagées, sur les points suivants :

- identification de l'élément engagé (n° d'îlot et n° de parcelle tels que référencés sur le registre parcellaire graphique (RPG) de la déclaration de surfaces) ;
- type et localisation d'intervention ;
- dates ;
- matériels utilisés.

Rappel du cahier des charges

- Mise en place d'un couvert autorisé de façon pertinente d'après le diagnostic.
- Respect des couverts autorisés.
- Maintien du couvert herbacé pérenne et de sa localisation initiale. Le couvert doit être présent et fixe durant les cinq ans de l'engagement.
- Respect d'une largeur minimale de 10 m. Dans le cas de parcelles ou de partie de parcelles finissant en pointe c'est la largeur moyenne qui sera prise en compte.
- Absence totale de fertilisation azotée minérale et organique (hors apport par pâturage)
- Absence de destruction des prairies engagées, notamment par le labour ou à l'occasion de travaux lourds (pose de drain, nivellement...).
- Interdiction de retournement des prairies engagées, un travail superficiel du sol est autorisé pour le renouvellement de la prairie 1 fois pendant la durée du contrat.
- Fauche ou broyage des refus obligatoire.
- Absence d'écobuage ou de brûlage dirigé.
- Absence de traitement phytosanitaire sur les couverts.

N.B. : En cas de présence de chardons ou plantes envahissantes (cf. arrêté préfectoral de lutte contre les plantes envahissantes et à l'arrêté DGAL « zones non traitées »), des dérogations aux dates de broyages ou à l'absence de traitement phytosanitaire pourront être accordées par la DDT sur demande de l'animateur du territoire (LPO Vienne : 06.72.46.96.58 ou 05.49.88.55.22).

Rappel des couverts à implanter :

- Mélange graminées/légumineuses pour garantir une diversité floristique et permettre le maintien du couvert sans fertilisation grâce à la présence des légumineuses qui vont fixer l'azote.
On recherche l'implantation d'un couvert avec une faible densité (<12kg/ha) pour favoriser à terme l'émergence spontanée d'autres espèces floristiques.
 - o Graminées : ray-grass anglais, fétuque élevée et dactyle
 - o Légumineuses : luzerne, trèfle, sainfoin et lotier
- ou légumineuses pures à 5-10kg/ha
- ou autres couverts validés lors du diagnostic d'exploitation (possibilité de maintien d'un couvert préexistant).
- ou si la parcelle était déjà engagée dans une MAE rémunérant la présence d'un couvert favorable à l'environnement, maintien du couvert existant avec, si nécessaire, sur-semis début septembre.

Recommandations

Ces recommandations visent à accroître l'impact favorable de vos pratiques sur la biodiversité.

Les préconisations ne sont pas des éléments opposables et contrôlables mais restent des conseils d'usage et de bonnes pratiques :

- **En cas de fauche, la réaliser de préférence après le 30 juin, et de manière centrifuge ou d'un bord à l'autre pour faciliter la fuite des espèces s'abritant dans le couvert herbacé.**
- Ne réalisez pas la fauche du couvert de nuit.
- Respectez une hauteur minimale de fauche de 20 cm compatible avec la protection des espèces d'intérêt reconnu sur le territoire ;
- Respectez une vitesse maximale de fauche de 10 km/h, permettant la fuite de la petite faune présente sur la parcelle ;
- Mettez en place une barre d'effarouchement sur le matériel.
- L'utilisation en élevage d'antiparasitaire à base d'ivermectine (ou de tout autre produit dont la substance active révélerait une rémanence dans les déjections animales) s'avère hautement toxique pour la faune coprophage et, de ce fait, altère la vitesse de dégradation du fumier et des bouses dans les pâtures. Ces insectes coprophages sont un maillon essentiel dans la chaîne alimentaire pour de nombreux vertébrés et notamment certaines espèces de chauves-souris. Il existe des molécules de substitution telle que la moxydectine ayant un très large spectre et dont l'impact est moindre sur l'environnement tout en conservant les troupeaux dans un bon état sanitaire. L'utilisation de ce type de molécules sera fortement recommandée sur les troupeaux fréquentant les parcelles éligibles.